



**La Russie, les BRICS et le Sud global
Quelles réalités économiques ?**

**Julien Vercueil
Professeur d'économie, INALCO**

Intervention devant l'Académie des sciences d'Outre-mer, juin 2025

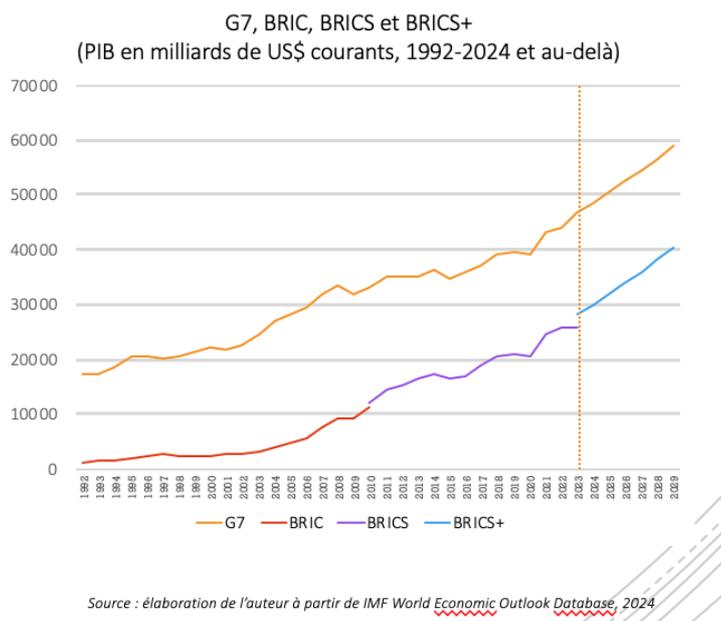
L'acronyme BRIC est né d'une publication par Jim O'Neill, économiste d'une banque d'affaire anglo-saxonne, d'un article en 2001 sur l'expansion économique de la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie. L'idée initiale était de « faire rêver » (titre d'un deuxième article de la même banque sur le même sujet paru en 2003) les investisseurs occidentaux sur les potentialités des marchés financiers de ces pays, qui tendaient alors à s'ouvrir aux capitaux internationaux et d'attirer l'épargne vers les produits financiers élaborés et vendus par ces banques d'investissement sur la base d'indices boursiers composites issus de ces marchés.

En 2006, l'idée commence à sortir des cercles financiers : lors du sommet du G8 de Saint Pétersbourg, Vladimir Poutine invite ses homologues mexicain, brésilien, indien et chinois à participer à certaines discussions du groupe. Finalement, le Mexique ne sera pas associé aux discussions qui avanceront en parallèle du sommet et s'accorderont sur l'organisation d'un futur forum des chefs d'États de la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil, cette fois sans les pays du G7.

Le premier de ces forums se tiendra à Ekaterinbourg (Russie), en 2009. Dmitry Medvedev, alors président de la Fédération de Russie, accueillera ses homologues pour ce premier sommet des BRIC de l'histoire. En 2011, l'Afrique du Sud, à l'invitation de la Chine, est ajoutée au groupe où elle symbolise le continent africain, son point de vue sur le monde et

ses potentialités. Ensemble, les membres du groupe des BRICS entendent incarner le renouveau des pays autrefois peu ou mal développés, devenus entretemps « émergents ». Ils souhaitent aussi projeter dans le monde une vision positive de leur trajectoire socio-économique : celle d'un rattrapage des niveaux de vie et de puissance économique des pays occidentaux (Graphique 1).

Graphique 1



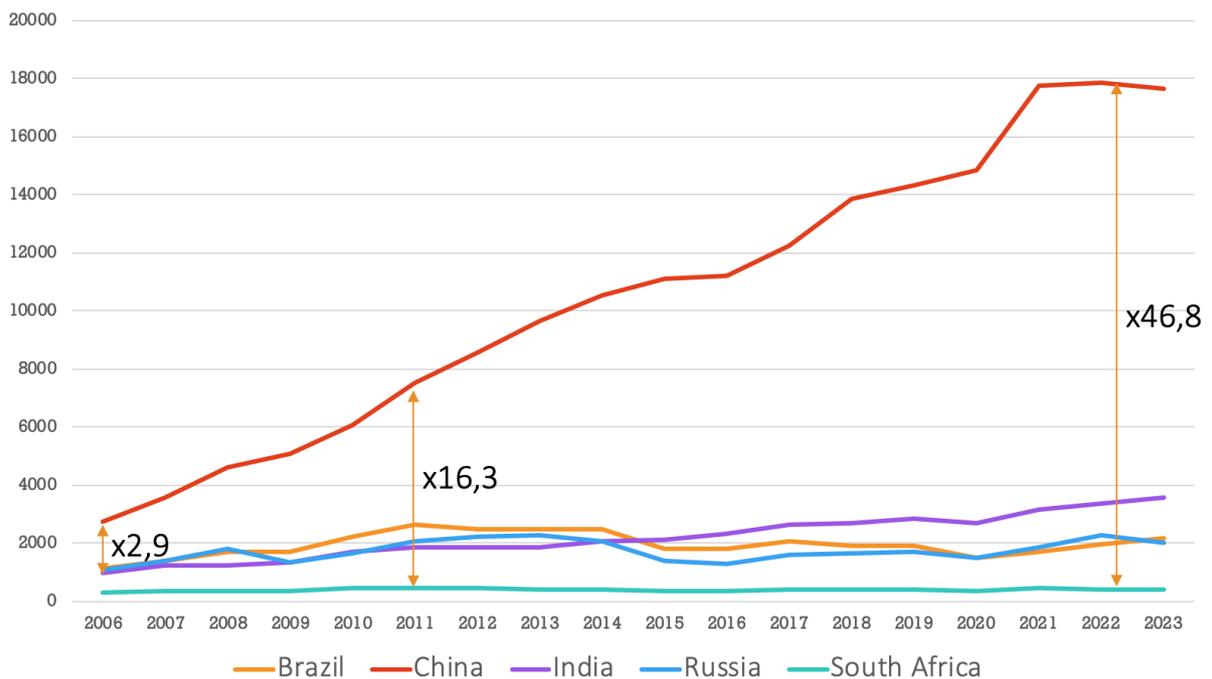
Le consensus initial entre les membres des BRICS, consensus qui les rassemble encore aujourd'hui, concerne deux sujets : l'obsolescence croissante des structures de gouvernance économique et financière multilatérales issues des accords de Bretton Woods (le Fonds monétaire international et la Banque mondiale) et la nécessité de sortir d'un ordre financier international polarisé autour du dollar américain, monnaie de règlement et de réserve internationale sans équivalent dont le statut représente un « privilège exorbitant » (Valéry Giscard d'Estaing) dont bénéficie son émetteur, les États-Unis d'Amérique.

Toutefois, dès son principe, le groupe des BRICS est marqué par des asymétries économiques et politiques profondes. Une large d'entre elles s'explique par la différence de poids et de dynamique économique entre ses membres : alors que l'écart de PIB au taux de change courant entre la Chine et l'Afrique du Sud était de l'ordre d'un facteur 3 en 2006, cet écart passe à 16,3 en 2011, puis à 46,8 en 2022. Entre temps, l'économie de l'Afrique du Sud n'a pas véritablement décollé, tandis que la Chine se hissait aux tout premiers rangs des puissances économiques mondiales. À l'évidence, au-delà des simples ordres de grandeurs, les enjeux prioritaires politiques, diplomatiques et économiques, ne peuvent pas être les mêmes pour les dirigeants de ces deux pays, bien que tous deux fassent partie du groupe des BRICS. Plus largement, malgré la forte croissance de l'Inde, qui dépasse même en fin de période celle de la Chine, aucun pays n'a pu durant cette période soutenir le rythme d'expansion imposé par

la Chine, qui s'est irrémédiablement détachée des autres. Il y a donc divergence objective au sein des BRICS, ce qui peut compliquer la coordination des actions du groupe, au-delà des divergences d'appréciation de ses dirigeants.

Graphique 2

BRICS (PIB Mds US \$ au taux de change courant 2006-2023) :
la Chine et les autres



Source : élaboration de l'auteur à partir de IMF World Economic Outlook Database, 2024

Un épisode important pour comprendre cette divergence est la crise financière internationale de 2008-2009. Elle a été très tôt analysée par les membres des BRICS comme une illustration des effets de l'hégémonie du dollar sur les échanges mondiaux et des dérives de la libéralisation financière promue par les institutions de Bretton Woods. Elle a donc apporté des arguments bienvenus, de ce point de vue, aux avocats des transformations souhaitées par les membres du groupe des BRICS. Mais elle a aussi révélé et aggravé brutalement les fractures économiques sous-jacentes du groupe : aucun pays, sauf l'Inde, n'a réussi à conserver après 2010 le rythme de croissance qu'il avait atteint durant la décennie précédente. Les économies qui se sont le moins bien relevées de la crise de 2008 sont l'Afrique du Sud, le Brésil et la Russie : leur taux de croissance a été divisé par plus de deux - divisé par trois, pour la Russie - après 2010, cassant la dynamique de rattrapage qui avait justement fondé leur regroupement initial par Jim O'Neill (Tableau 2). Il y a là une forme d'ironie de l'histoire pour un acronyme économique devenu objet géopolitique sur le tard : en 2009, au moment même où le groupe

affiche sa nature géopolitique devant le reste du monde, les dynamiques économiques sur lesquels il avait été constitué cessent d’être pertinentes.

Tableau 2. La chute de la croissance des BRICS après 2009
(comparaison des taux de croissance moyens des PIB entre 1999-2008 et 2010-2019)

	1999-2008	2010-2019	% variation
Brésil	3,45	1,44	-58%
Chine	10,17	7,67	-25%
Inde	6,93	6,95	0%
Fédération de Russie	6,91	2,00	-71%
Afrique du Sud	3,99	1,75	-56%
Monde	3,08	2,96	-4%

Source : élaboration de l’auteur, données *World Economic Outlook Database* (FMI, Octobre 2023)

Si la seule analyse économique ne peut suffire à expliquer la longévité du groupe des BRICS, l’approche en termes de relations internationales peut y suppléer : pour la Chine, les BRICS sont une preuve de sa capacité à collaborer sur un pied d’égalité avec d’autres pays moins puissants, et à former des coalitions alternatives aux groupes occidentaux qui puissent construire des communs. Pour les autres membres, faire partie des BRICS rehausse leur statut international en leur permettant de s’asseoir à la table d’une grande puissance économique et de bénéficier indirectement de son pouvoir de négociation. Ainsi, les résultats du groupe des BRICS durant les années 2010 ne sont pas insignifiants : non seulement ils ont abouti à la création d’une banque de développement (New Development Bank) et s’entendre sur un accord contingent de réserves (*Contingency Reserve Arrangement*) qui leur permet en théorie d’accéder à un dispositif d’assistance mutuelle en cas de crise financière, sans recours au FMI, mais ils ont aussi obtenu de haute lutte une – timide – réforme des quotas au FMI en 2015 et 2016, qui amorce un rééquilibrage des droits de vote en faveur des émergents (Tableau 1).

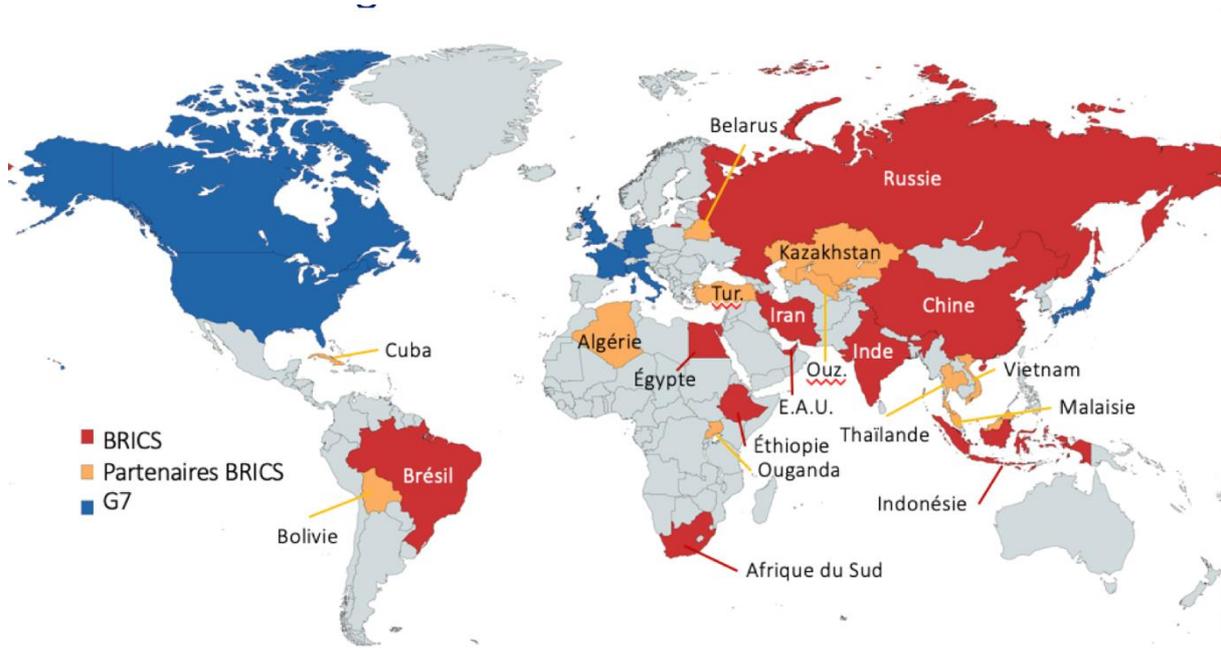
Tableau 1. Droits de vote et quotas des BRICS et partenaires au FMI

BRICS	Quotas 2025 (%)	Cumul des quotas (%)	Partenaires	Quotas 2025 (%)	Cumul des quotas (%)
Chine	6,389	6,389	Turquie	0,976	18,469
Inde	2,749	9,138	Malaisie	0,762	19,231
Russie	2,705	11,842	Thaïlande	0,673	19,904
Bésil	2,314	14,157	Nigéria	0,514	20,418
Indonésie	0,974	15,131	Algérie	0,411	20,829
Iran	0,748	15,879	Kazakhstan	0,243	21,072
Afrique du Sud	0,640	16,518	Vietnam	0,242	21,314
Émirats Arabes Unis	0,484	17,003	Belarus	0,143	21,456
Égypte	0,427	17,430	Ouzbékistan	0,116	21,572
Éthiopie	0,063	17,493	Ouganda	0,076	21,648
			Bolivie	0,050	21,698
			Cuba	n.s.	21,698

Source : Fonds Monétaire International, 2025.

L'élargissement de 2025 intervient après une période de stagnation institutionnelle du groupe des BRICS. La crise du Covid-19, puis la guerre d'invasion de l'Ukraine déclenchée par la Russie ont fortement perturbé tous les projets internationaux, dont celui des BRICS. L'élargissement de 2024-2025 devait initialement concerner l'Argentine et l'Arabie Saoudite. La nouvelle présidence de l'Argentine a promptement renoncé à intégrer le groupe, tandis que l'Arabie Saoudite n'a toujours pas officialisé sa participation à ce jour, plus d'un an après avoir été appelée. En revanche, un poids lourd a été intégré au groupe avec un léger décalage temporel : l'Indonésie. Ces changements font pencher le nouveau groupe des BRICS très à l'Est. Il affiche un tropisme asiatique marqué, qui reflète non seulement le basculement du monde économique, mais également les intérêts de la Chine (Carte 1).

Carte 1. Le nouveau groupe des BRICS (2025), ses partenaires et le G7



Source : élaboration de l'auteur

Cette nouvelle configuration entraîne des potentialités intéressantes pour la Chine, ainsi qu'on peut s'en rendre compte en examinant le Tableau 1. Les scénarios dans lesquels les pays du Sud peuvent s'opposer à une décision des pays occidentaux au sein du FMI en rassemblant suffisamment de voix pour exercer un veto collectif sont désormais multiples. L'intégration de pays aussi divers et hétérogènes que l'Iran, l'Éthiopie, l'Égypte, l'Indonésie ou les Émirats Arabes Unis ne réside donc pas principalement dans les 9,8 % de PIB supplémentaire qu'ils peuvent, ensemble, représenter, mais plutôt dans les moyens de pression qu'ils peuvent en principe permettre d'actionner.

En contrepartie, comme il arrive fréquemment en pareil cas, l'élargissement entraîne de nouveaux défis de coordination. L'hétérogénéité constitutive du groupe des BRICS, déjà élevée avant l'élargissement comme nous l'avons vu, s'accroît considérablement avec l'arrivée de nouveaux membres, parfois en difficulté comme l'est aujourd'hui l'économie de l'Éthiopie. Parmi les défis de coordination les plus évidents, cinq méritent d'être relevés en conclusion :

- **Autocraties versus démocraties** : avec la Chine en chef de file et la Russie en second, les BRICS sont aujourd'hui conduits par des autocraties dont le fonctionnement présente certaines caractéristiques du totalitarisme. Les pays membres dont les institutions démocratiques continuent de fonctionner – l'Afrique du Sud, l'Inde, bien qu'en difficulté croissante sur ce point sous l'administration Modi, le Brésil – sont plus faibles économiquement et diplomatiquement, mais ne suivront pas aveuglément toutes les propositions des autocraties. La règle du consensus s'appliquant, les décisions qui seront prises au nom du groupe ont de fortes chances de relever du plus petit dénominateur commun. C'est ce qui transparaît, *de facto*, de la déclaration de Kazan (sommet 2024).
- **Inclusion versus dilution** : compte tenu de l'asymétrie constitutive du groupe, le seul membre qui n'a rien à craindre d'un nouvel élargissement est la Chine. En tant que

puissance d’envergure mondiale, elle n’est pas diluée (son poids reste écrasant, avec plus de 60 % de la richesse totale produite par le groupe). Elle bénéficie au contraire de l’élargissement en rendant manifeste de cette manière son influence internationale et sa capacité à rassembler autour d’elle. *A contrario*, tous les autres membres risquent, à des degrés divers, la dilution de leur influence à chaque élargissement. À cet égard, une victime évidente du dernier élargissement est l’Afrique du Sud, qui perd son exclusivité dans la représentation du continent africain. C’est pour cette raison l’un des pays, avec l’Inde, dont les autorités ont le plus longtemps résisté à l’idée d’élargissement en 2024, promue en premier lieu par la Chine (Tableau 3).

Tableau 3. Comparaison des PIB au sein des BRICS et des BRICS+

	PIB 2022 en milliards de US \$ courants	Poids économique (PIB, 2022, \$ courants) dans les BRICS	Poids économique (PIB, 2022, \$ courants) dans les BRICS+
Chine	17886,331	69,2%	61,6%
Inde	3389,689	13,1%	11,7%
Russie	2244,249	8,7%	7,7%
Bésil	1920,023	7,4%	6,6%
– Arabie saoudite	– 1108,149	–	– 3,8%
– Argentine	– 630,606	–	– 2,2%
Émirats arabes unis	507,064		1,7%
Égypte	475,231	1,8%	1,6%
Afrique du Sud	405,106		1,4%
Iran	346,479		1,2%
Éthiopie	120,369		0,4%

Source : élaboration de l’auteur, données *World Economic Outlook Database* (FMI), Octobre 2023)

- **Sanctions contre multi-vectorialité** : la guerre d’invasion de l’Ukraine perpétrée par la Russie l’a placée sous un sévère régime de sanctions de la part des pays du G7 et d’une partie des pays de l’OCDE. Plusieurs membres des BRICS ont rejoint la Chine et la Russie dans leur opposition à tout régime de sanction – de là, aussi, l’intérêt pour la Chine d’inclure l’Iran, très sanctionnée, dans le groupe. Mais tous les pays membres ne souhaitent pas s’aliéner les puissances occidentales et certains sont conscients de l’intérêt qu’un ordre mondial où quelques règles multilatérales subsistent, pourrait avoir pour eux, compte tenu de leur poids dans le monde. Ils souhaitent, par une politique qu’on qualifie parfois de « multi-alignement » ou de « multi-vectorialité », éviter d’avoir à choisir entre les visées de la Chine ou de la Russie et celles des États-Unis ou de l’Union Européenne, qui peuvent représenter des partenaires économiques essentiels pour leur stabilité. La Chine et la Russie ne peuvent donc pas aller trop loin dans l’utilisation du groupe des BRICS comme plate-forme de déploiement de leurs ambitions géopolitiques, au risque de perdre l’appui d’une partie essentielle du groupe.
- **Souveraineté contre dé-dollarisation** : la première question que pose la volonté de mettre fin à l’hégémonie du dollar est celle de l’alternative : par quoi remplacer l’actuelle devise internationale ? Le groupe des BRICS n’apporte pour l’instant aucune réponse claire à cette question, parce qu’il n’existe pas d’option qui fasse consensus à ce sujet. Si le remplaçant visé est le yuan, l’opération reviendrait à substituer une monnaie nationale à une autre et détruirait l’argument même qui justifiait la critique contre le dollar. Par ailleurs, les autorités chinoises ont été échaudées par la crise financière qui a suivi leur première tentative de favoriser l’internationalisation de leur

monnaie en 2015. Elles ne sont donc pas prêtes à libéraliser leur compte de capital. Si, en revanche, le remplaçant visé pour le dollar est un panier de devises des BRICS, cela impose des abandons de souveraineté monétaire de chaque membre. Or, les dirigeants de ces pays – en particulier les plus autoritaires d’entre eux, qui constituent le cœur des BRICS – se caractérisent par une vision sourcilleuse de leur souveraineté. Ils ont donc du mal à envisager, si ce n’est à justifier, une telle éventualité.

- **Rente énergétique contre environnement** : la gestion par les membres des BRICS du sujet de la décarbonation de la croissance est cruciale. Pour le Brésil, les Émirats arabes Unis, l’Afrique du Sud ou la Russie, la rente énergétique joue un rôle variable, mais toujours significatif dans la production de la richesse nationale. Pour l’Inde, l’Égypte ou la Chine, c’est l’accès à la ressource énergétique qui est clé dans le modèle de croissance domestique. La Chine a entamé une transformation profonde de son mix énergétique mais restera le premier émetteur de gaz à effets de serre de la planète pour longtemps. Sur les huit premiers émetteurs du monde, six font partie des BRICS. Entre pays producteurs et pays consommateurs du groupe, la coordination des politiques de transition énergétique risque de ne pas être plus simple qu’elle ne l’est à l’échelle de la planète.